

Artsakh



«Pour réaliser des progrès dans le règlement du conflit du Karabakh, il est d'abord nécessaire de rétablir le format complet des pourparlers,» a déclaré le président de la République d'Artsakh (RA), **Bako Sahakian**.

"La résolution du conflit est tout simplement impossible sans notre participation en tant que partie à part entière. Le fait est accepté par les médiateurs internationaux, c'est-à-dire les coprésidents du Groupe de Minsk. Nous sommes prêts à négocier directement avec l'Azerbaïdjan et à discuter de toutes les questions, et nous l'avons déclaré à maintes reprises.

Le statut et la sécurité sont deux aspects politiques clés du règlement. Toutes les autres questions sont des dérivées. Il n'y a pas de retour à la situation d'avant. **L'Artsakh ne fera jamais partie de l'Azerbaïdjan. Ceci est exclu.** Il n'est pas non plus possible de remettre en question la sécurité du Haut-Karabakh dans toutes ses dimensions. Quant aux autres questions, nous sommes prêts à en discuter avec l'Azerbaïdjan. Je crois que c'est une position constructive basée sur les réalités existantes.

Comme tout citoyen de mon pays, je suis confiant dans l'avenir brillant de l'Artsakh. Nous ferons de notre mieux pour avoir un pays fort, démocratique, social et en développement dynamique, qui trouvera sa juste place dans le monde civilisé", a précisé le président.

(...)



Le 28 février, le Ministre des affaires étrangères de la RA, **Karen Mirzoyan**, a reçu le Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE, l'Ambassadeur **Andrzej Kasprzyk**.

Au cours de la réunion, une série de questions liées à la situation actuelle sur la ligne de contact entre les forces armées de la RA et l'Azerbaïdjan, ainsi que le suivi effectué par le Bureau du Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE, a été discutée.

Les parties ont abordé les questions liées à la tentative d'attaque par les forces armées azerbaïdjanaises sur les positions de l'armée de défense de l'Artsakh dans les premières heures du 25 février et à la situation qui en a résulté.

Karen Mirzoyan a souligné que l'incident a confirmé une fois de plus la nécessité du rétablissement complet du cessez-le-feu fixé selon les accords de 1994 et 1995 ainsi que la mise en œuvre pratique des dispositions relatives à la création de conditions pour la reprise du processus de négociation conclues à Vienne et à Saint-Pétersbourg.

(...)



Le même jour, **Bako Sahakian** a reçu l'Ambassadeur **Andrzej Kasprzyk**.

Ils ont abordé un certain nombre de questions liées à la situation le long de la ligne de contact entre le Haut-Karabagh et les forces armées azerbaïdjanaises.

Une attention particulière a été accordée à la tentative de pénétration du 25 février. Le président a qualifié cette politique de provocatrice visant à saper la paix et la stabilité dans la région. Il a souligné la nécessité d'une riposte ciblée et sévère de la part de la communauté internationale, considérée comme une composante importante pour contenir la politique destructrice menée par l'adversaire.

(...)



Le 1er mars, conformément aux accords conclus avec les autorités de la RA, la **Mission de l'OSCE** a effectué un suivi planifié de la ligne de contact entre les forces armées de l'Artsakh et de l'Azerbaïdjan, dans la région Askeran, près du village de Shykhlyar.

Côté Artsakh, l'ambassadeur Andrzej Kasprzyk était secondé par Ghenadie Petrica (Moldova) et Khristo Khristov (Bulgarie).

Côté Azerbaïdjan, le contrôle a été effectué par Jiri Aberle (République tchèque), Peter Svedberg (Suède), et Simon Tiller (Grande-Bretagne).

Aucune violation du régime de cessez-le-feu n'a été enregistrée. Toutefois, la partie azerbaïdjanaise n'a pas mené la mission d'observation de l'OSCE vers ses positions de première ligne.